



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 19 avril 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, mars 2007

2

Les consommateurs ont déboursé 2,3 % de plus en mars pour les biens et les services compris dans le panier de l'Indice des prix à la consommation, comparativement à mars 2006, principalement en raison de la forte montée des prix de l'essence d'un bout à l'autre du pays. Cette augmentation est légèrement supérieure à celle de 2,0 % enregistrée en février.

Commerce de gros, février 2007

7

Après avoir connu un début d'année plutôt terne, le commerce de gros s'est redressé en février, surtout grâce à la progression des ventes de produits alimentaires et d'articles personnels et ménagers.

Voyages entre le Canada et les autres pays, février 2007

12

Conditions économiques actuelles

13

Profil des exportateurs canadiens, 1996 à 2005

14

Fer et acier primaire, février 2007

16

Nouveaux produits

17



Communiqués

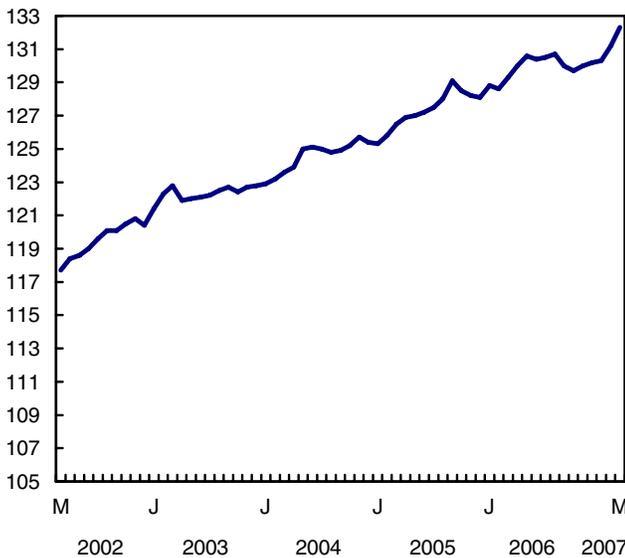
Indice des prix à la consommation

Mars 2007

Les consommateurs ont déboursé 2,3 % de plus en mars pour les biens et les services compris dans le panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC), comparativement à mars 2006, principalement en raison de la forte montée des prix de l'essence d'un bout à l'autre du pays. Cette augmentation est légèrement supérieure à celle de 2,0 % enregistrée en février.

Indice d'ensemble des prix à la consommation

Non désaisonnalisé (1992=100)



Les coûts associés au logement en propriété ont aussi alimenté la hausse de la variation sur 12 mois de l'IPC d'ensemble, alors que la chute du prix du gaz naturel a modéré cette hausse.

Le taux d'accroissement sur 12 mois de l'indice d'ensemble sans les composantes énergétiques s'est replié en mars, ayant affiché une hausse de 2,1 % comparativement à celle de 2,2 % enregistrée le mois précédent. Cet indice a été poussé à la hausse par les coûts du logement en propriété, par le prix des aliments achetés au restaurant et par celui des légumes frais.

L'indice de référence de la Banque du Canada a crû de 2,3 % en mars comparativement au même mois de l'année précédente. Cet indice, qui est utilisé aux fins de surveillance de la cible de maîtrise de l'inflation

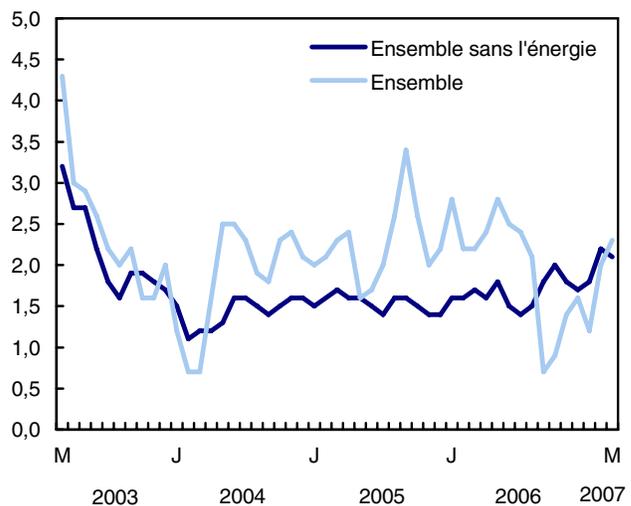
Note aux lecteurs

En janvier, Statistique Canada a annoncé une importante mise à jour de l'IPC en vue de refléter les changements des habitudes de dépenses des ménages canadiens. Cette mise à jour, qui aura lieu le 19 juin, vise à assurer la fiabilité de l'IPC comme mesure de l'inflation, déflateur des séries statistiques et outil pour indexer certains paiements ou transferts. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter l'article paru dans Le Quotidien du 23 janvier 2007 intitulé «Indice des prix à la consommation : avant-première de la prochaine mise à jour du panier».

par la Banque, avait affiché une croissance légèrement supérieure (+2,4 %) le mois précédent.

L'indice d'ensemble mensuel a grimpé de 0,8 % de février à mars, en hausse modeste par rapport au taux de 0,7 % affiché le mois précédent. L'importante montée des prix de l'essence était le principal facteur à l'origine de cette hausse d'un mois à l'autre. Il faut remonter à septembre 2005 pour observer une progression aussi marquée de l'IPC d'un mois à l'autre. Les prix à la consommation avaient alors fortement progressé de 0,9 % à la suite du passage de l'ouragan Katrina.

Taux de variation en pourcentage par rapport au mois correspondant de l'année précédente



Entre février et mars, l'indice d'ensemble sans l'énergie a augmenté de 0,3 % par rapport à une

croissance de 0,6 % enregistrée en février. Cette progression provenait principalement des hausses des indices des primes d'assurances de véhicules automobiles, des vêtements pour femmes et des voyages organisés.

Sur une base mensuelle, l'indice de référence de la Banque du Canada a affiché une croissance de 0,3 % en mars, en légère baisse par rapport à la hausse de 0,5 % constatée le mois précédent.

Variation sur 12 mois : La forte montée des prix de l'essence pousse l'indice d'ensemble à la hausse

L'augmentation du prix de l'essence est la principale raison pour laquelle les consommateurs ont dû déboursier 2,3 % de plus pour les biens et les services compris dans le panier de l'IPC en mars. Le coût d'intérêt hypothécaire ainsi que le coût de remplacement par le propriétaire ont aussi exercé des pressions à la hausse sur l'IPC d'ensemble. Cependant, ces pressions ont été modérées par la chute du prix du gaz naturel.

Les consommateurs canadiens ont payé leur essence 10,0 % plus cher en mars comparativement à mars 2006, soit la plus forte croissance sur 12 mois observée depuis le bond de 16,1 % inscrit en juillet 2006. La forte demande d'essence aux États-Unis, qui a provoqué une baisse continue des réserves dans ce pays au cours des sept dernières semaines, a été un élément important à l'origine de la hausse du prix à la pompe.

Comparativement à mars 2006, l'indice du coût d'intérêt hypothécaire, qui mesure les variations du montant d'intérêt hypothécaire dû par les propriétaires, a augmenté de 5,4 % en mars, en légère hausse par rapport au taux de 5,3 % enregistré le mois précédent.

Le taux d'accroissement sur 12 mois de l'indice du coût de remplacement par le propriétaire, qui représente la portion usée de la structure des logements et qui est estimé à partir du prix des maisons neuves (excluant le terrain), était de 6,9 % en mars. À la suite d'une croissance de 7,1 % notée en février, la croissance de cet indice poursuit toujours son ralentissement amorcé depuis maintenant six mois.

L'augmentation du prix des légumes frais et du prix des aliments achetés au restaurant a aussi exercé des pressions à la hausse.

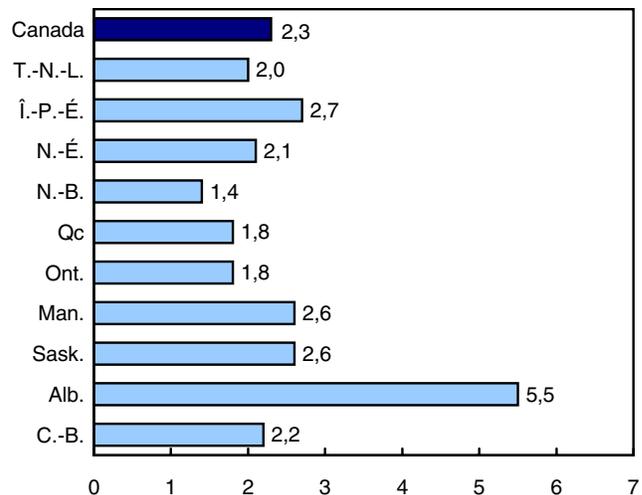
Poursuivant une tendance observée depuis maintenant neuf mois, la diminution du prix du gaz naturel a eu un effet modérateur sur la progression de l'indice d'ensemble. Le prix du gaz naturel a reculé de 15,7 % en mars comparativement à mars 2006, à la suite d'une baisse de 19,3 % enregistrée le mois précédent.

Les indices du matériel et des fournitures informatiques ainsi que du matériel vidéo ont poursuivi leur tendance à la baisse observée maintenant depuis plusieurs années. Le prix des vêtements pour femmes et pour hommes a aussi diminué en mars. Toutes ces composantes ont exercé de légères pressions à la baisse sur le taux d'accroissement sur 12 mois de l'IPC d'ensemble.

Provinces : Les prix de l'essence d'une année à l'autre augmentent d'un bout à l'autre du pays

Toutes les provinces ont contribué à la hausse de la variation sur 12 mois des prix à la consommation en mars, principalement en raison des prix élevés de l'essence observés partout au pays.

Taux de variation en pourcentage de l'indice d'ensemble par rapport au mois correspondant de l'année précédente, Canada et provinces



La plupart des provinces ont enregistré des hausses de la variation sur 12 mois des prix de l'essence s'échelonnant de 7,5 % au Manitoba à 14,3 % à l'Île-du-Prince-Édouard. Au Nouveau-Brunswick, les prix ont augmenté de seulement 2,2 %.

En Alberta, le prix des biens et des services composant le panier de l'IPC était de 5,5 % plus élevé en mars que ce qu'il affichait l'année précédente. Cette hausse est principalement attribuable aux coûts associés au logement et pour faire le plein d'un véhicule.

Même si le coût de remplacement par le propriétaire était en hausse de 34,3 % sur 12 mois en Alberta, on

observe un repli de la croissance de cet indice depuis octobre.

Le Manitoba et la Saskatchewan ont chacun enregistré une croissance de 2,6 % de l'IPC d'ensemble, tandis que les résidents de la Colombie-Britannique ont payé 2,2 % de plus.

À l'exception du Nouveau-Brunswick, les provinces de l'Atlantique ont enregistré des taux d'accroissement légèrement supérieurs ou égaux à 2,0 %. Les consommateurs du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont tous affiché des variations sur 12 mois inférieures à 2,0 %.

La baisse de 30,4 % du prix du gaz naturel en Ontario a principalement contribué à la diminution de l'indice national en mars. Les résidents de presque toutes les autres provinces ont bénéficié de réductions du prix du gaz naturel.

Cependant, l'Alberta fait bande à part puisque le prix du gaz naturel a grimpé de 23,5 % en mars comparativement à l'année précédente. Cette hausse de tarif s'expliquait en partie par le temps froid observé en mars, jumelé à une diminution des stocks de gaz naturel déjà entreposés. Cela s'est traduit par une augmentation de la demande de cette composante énergétique, entraînant alors une hausse du prix par certains fournisseurs de gaz naturel en Alberta.

D'un mois à l'autre : poussée des prix à la pompe

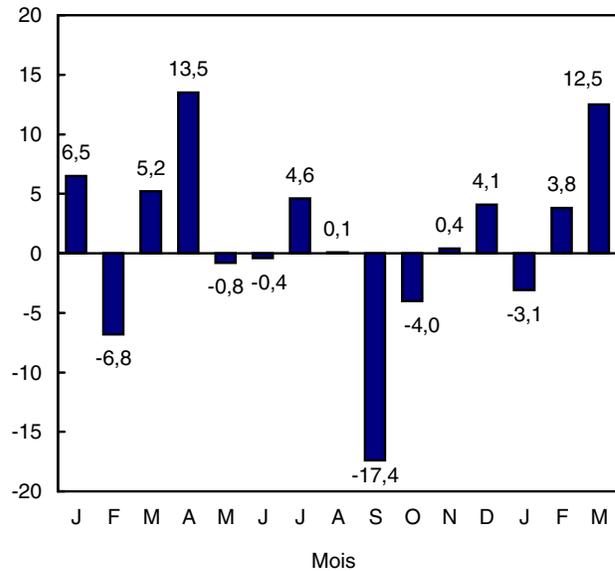
Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % entre février et mars, comparativement au taux de 0,7 % affiché en février. Cette hausse mensuelle provenait principalement de la forte montée des prix à la pompe en mars.

Entre février et mars, les prix de l'essence ont grimpé de 12,5 % au pays. Le prix du baril de pétrole brut se situait à environ 62 dollars US au début de mars, et à la suite de quelques fluctuations, celui-ci a clôturé le mois à près de 66 dollars US.

Cette majoration du prix du pétrole brut, résultant en partie des tensions géopolitiques, a fait monter les prix du gros de l'essence, ce qui s'est traduit par l'augmentation des prix au détail de l'essence en mars. Les pertes de production associées à l'entretien des raffineries en vue des fortes demandes des automobilistes au cours de la période estivale a aussi contribué à l'augmentation des prix à la pompe.

Les résidents des provinces de l'Atlantique et les Québécois ont payé 14,0 % plus cher leur essence en mars. Les Ontariens et les Albertains ont dû déboursier presque 13,0 % de plus à la pompe, tandis que les consommateurs résidant dans les autres provinces ont dû faire face à des augmentations variant entre 8,2 % en Colombie-Britannique et 12,1 % au Manitoba.

Taux de variation en pourcentage de l'indice de l'essence par rapport au mois précédent



Pour les résidents ontariens, la hausse de 12,8 % des prix moyens de l'essence constatée en mars s'est ajoutée à celle de 9,8 % encaissée le mois précédent. Pour faire le plein d'essence ordinaire dans une station-service dans la région de Toronto, un automobiliste a dû déboursier en moyenne 100,7 ¢ le litre en mars, alors qu'il ne devait payer en moyenne que 80,1 ¢ le litre en janvier.

Le coût des primes d'assurance de véhicules automobiles ont augmenté de 2,3 % en mars comparativement à février.

La plus grande partie de la hausse notée est attribuable à des ajustements qui visent à refléter le fait que nous observons maintenant les primes d'assurance pour un modèle de véhicule automobile plus récent.

En mars, les collections d'été de vêtements pour femmes sont habituellement introduites par les détaillants. Fidèle à la tendance historique, le prix des vêtements pour femmes a augmenté de 4,4 % entre février et mars en raison des nouvelles collections.

Encore une fois en mars, les pressions à la hausse exercées sur l'IPC par les indices mentionnés précédemment n'ont été que très modérément contrebalancées par les composantes affichant des variations mensuelles à la baisse.

Les prix des fruits et des légumes frais ont reculé de 5,3 % et de 2,6 % respectivement en mars. Les effets du gel sur la côte ouest des États-Unis n'ont pas été aussi négatifs que prévu. L'approvisionnement à partir

d'autres pays d'origine a aussi contribué à faire baisser le prix de ces aliments entre février et mars.

Entre février et mars, le prix de l'achat et de la location à bail de véhicules automobiles a diminué de 0,5 %. Certains fabricants ont augmenté les incitatifs financiers qu'ils avaient mis en place les mois précédents, ce qui a poussé cet indice à la baisse en mars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 326-0001, 326-0002, 326-0009, 326-0012 et 326-0015 à 326-0018.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'IPC en consultant *Votre guide d'utilisation de l'indice des prix à la consommation* (62-557-XIB, gratuit), qui est

accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Paraît à 7 h en ligne à partir du module *Le Quotidien* de notre site Web.

Le numéro de mars 2007 de la publication *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 86, n° 3 (62-001-XWB, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Une version imprimée (62-001-XPB, 12 \$ / 111 \$) est également en vente. Une analyse plus détaillée de l'IPC est offerte dans cette publication. Voir *Pour commander les produits*.

L'Indice des prix à la consommation d'avril sera diffusé le 17 mai.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

□

Indice des prix à la consommation et composantes principales
(1992=100)

	Importance relative ¹	Mars 2007	Février 2007	Mars 2006	Février à mars 2007	Mars 2006 à mars 2007
Données non désaisonnalisées						
					variation en %	
Ensemble	100,00²	132,3	131,2	129,3	0,8	2,3
Aliments	16,89	135,0	135,5	130,2	-0,4	3,7
Logement	26,75	131,3	130,7	127,3	0,5	3,1
Dépenses et équipement du ménage	10,58	117,5	117,2	116,5	0,3	0,9
Habillement et chaussures	5,37	102,5	100,4	103,3	2,1	-0,8
Transports	19,79	158,2	153,6	153,5	3,0	3,1
Santé et soins personnels	4,52	122,9	123,0	121,9	-0,1	0,8
Loisirs, formation et lecture	11,96	127,4	126,5	126,6	0,7	0,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	4,13	153,4	153,5	150,2	-0,1	2,1
Ensemble (1986=100)		169,5				
Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, (en cents) par rapport à 1992		75,6	76,2	77,3		
Agrégats spéciaux						
Biens	48,84	125,9	124,2	124,1	1,4	1,5
Services	51,16	139,3	138,8	135,0	0,4	3,2
Ensemble sans les aliments et l'énergie	74,27	127,4	126,9	125,2	0,4	1,8
Énergie	8,84	176,1	164,7	168,5	6,9	4,5
Indice de référence ³	82,75	131,0	130,6	128,1	0,3	2,3

1. Pondérations de l'IPC, panier de 2001 selon les prix de juin 2004, Canada, en vigueur à partir de juillet 2004. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.ca/francais/sdds/index_f.htm).
2. En raison de l'arrondissement, le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 %.
3. La mesure de l'indice de référence exclut de l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble l'effet des modifications des impôts indirects et huit des composantes les plus volatiles identifiées par la Banque du Canada, soit les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel; le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeurs. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'inflation mesurée par l'indice de référence, prière de consulter le site de la Banque du Canada (www.banqueducanada.ca/fr/inflation/index.htm).

Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit¹
(1992=100)

	Mars 2007	Février 2007	Mars 2006	Février à mars 2007	Mars 2006 à mars 2007
Données non désaisonnalisées					
				variation en %	
Terre-Neuve-et-Labrador	129,9	129,1	127,4	0,6	2,0
Île-du-Prince-Édouard	133,4	131,7	129,9	1,3	2,7
Nouvelle-Écosse	134,0	133,0	131,3	0,8	2,1
Nouveau-Brunswick	131,2	130,0	129,4	0,9	1,4
Québec	127,5	126,6	125,2	0,7	1,8
Ontario	133,0	131,7	130,7	1,0	1,8
Manitoba	135,9	134,7	132,4	0,9	2,6
Saskatchewan	137,3	136,0	133,8	1,0	2,6
Alberta	144,5	142,9	137,0	1,1	5,5
Colombie-Britannique	129,1	128,6	126,3	0,4	2,2
Whitehorse	127,0	126,2	124,5	0,6	2,0
Yellowknife ²	127,7	127,0	124,5	0,6	2,6
Iqaluit (déc. 2002=100)	106,7	106,5	103,7	0,2	2,9

1. Voir les renseignements géographiques pour les villes de Whitehorse, de Yellowknife et d'Iqaluit.
2. Une partie de l'augmentation de l'indice du logement de Yellowknife qui a été montrée en décembre 2004 reflétait par inadvertance des augmentations de loyer qui s'étaient produites plus tôt. Donc, la variation de l'indice du logement a été surévaluée en décembre 2004 et sous-évaluée les deux années précédentes. La série de l'indice du logement pour Yellowknife a été rectifiée à partir de décembre 2002. De plus, la série de l'IPC d'ensemble pour Yellowknife et les indices de certains agrégats spéciaux pour Yellowknife ont également changé. Les données pour le Canada, les provinces et les autres territoires n'ont pas été touchées.

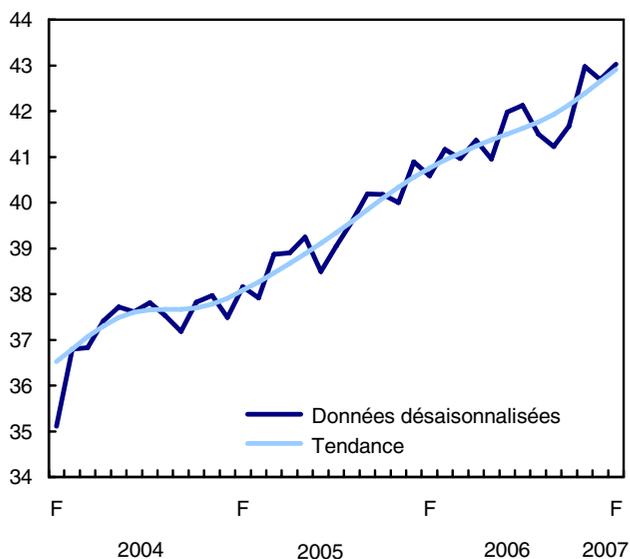
Commerce de gros

Février 2007

Après avoir connu un début d'année plutôt terne, le commerce de gros s'est redressé en février, surtout grâce à la progression des ventes de produits alimentaires et d'articles personnels et ménagers.

Les ventes des grossistes augmentent en février

En milliards de dollars



Les ventes en gros ont augmenté de 0,8 % pour se chiffrer à 43,0 milliards de dollars en février, neutralisant ainsi le repli de 0,7 % observé en janvier. La plus forte hausse a été indiquée dans le secteur des articles personnels et ménagers (+4,0 %), lequel a repris son ascension après le recul appréciable du mois précédent. Le secteur des produits alimentaires, du tabac et de l'alcool a également montré des signes de vigueur en février (+2,4 %), tout comme celui des produits automobiles (+1,9 %).

Ces hausses ont été partiellement effacées par les pertes accusées dans le secteur des matériaux de construction (-2,2 %) et dans celui des «produits divers» (-1,5 %).

Ce sont les grossistes du Québec qui ont le plus profité de la croissance enregistrée en février, le reste de la progression s'étant manifesté surtout en Ontario. Entre-temps, les ventes globales dans les Prairies sont restées à peu près inchangées en février, tandis que les provinces de l'Atlantique ont cédé une partie des accroissements considérables obtenus en janvier.

Note aux lecteurs

Les estimations des ventes en gros sont habituellement révisées chaque année. Dans le communiqué de février 2007, les ventes en gros non désaisonnalisées en dollars constants et courants ont été révisées à partir de janvier 2004. Les ventes en gros désaisonnalisées en dollars courants et en dollars constants ont été révisées de façon uniforme à partir de janvier 2002.

Les facteurs qui influent sur les révisions comprennent la réception tardive des renseignements communiqués par les répondants, la correction des renseignements dans les données fournies, le remplacement de chiffres estimatifs par des valeurs absolues (une fois celles-ci disponibles), la reclassement des entreprises dans le secteur du commerce de gros ou à l'extérieur de ce dernier, les mises à jour des facteurs saisonniers et de la pondération des jours de la semaine. Ces révisions sont maintenant offertes sur CANSIM ainsi que sur demande spéciale. Les estimations révisées seront aussi incluses dans le numéro de février 2007 de la publication Commerce de gros (63-008-XWF).

Une analyse détaillée du commerce de gros en 2006 utilisant les données révisées paraîtra le 10 mai.

L'effet d'ensemble des prix a été minime en février, car le total des ventes en dollars constants a augmenté de 0,9 %.

Le secteur des articles personnels et ménagers rebondit

Le secteur des articles personnels et ménagers a repris son ascension en février (+4,0 %), après la chute appréciable (-4,6 %) inscrite le mois précédent. Deux des trois groupes de commerce ont affiché une augmentation des ventes en février, seul le groupe de l'habillement ayant fléchi.

La croissance la plus marquée (+6,2 %) a été indiquée dans le groupe des articles ménagers et personnels. Il s'agit d'une troisième hausse en quatre mois pour ce groupe de commerce, qui s'était fortement contracté en janvier. La progression notée en février a été largement attribuable aux ventes plus élevées d'articles de soins personnels et d'articles de divertissement et de sports. L'augmentation des ventes d'articles de divertissement et de sports s'explique vraisemblablement par un retour à la normale des conditions hivernales.

Une tendance similaire s'est profilée dans le groupe des produits pharmaceutiques, la progression observée en février (+4,5 %) ayant plus que compensé le repli du mois précédent. La baisse inscrite en janvier n'avait en fait été que la quatrième enregistrée depuis le début de 2005 dans ce groupe de commerce, qui continue de tirer parti de l'accroissement de la demande de consommation des produits pharmaceutiques. Selon les chiffres les plus récents de l'Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, les ventes

annualisées de médicaments sur ordonnance et en vente libre en 2006 ont augmenté de 11,0 % et de 7,2 % respectivement.

En février, les ventes de vêtements ont accusé leur recul mensuel le plus important (-4,7 %) depuis juillet 2005, mais cette baisse masque les bons résultats obtenus au cours des derniers mois. Malgré le fléchissement noté en février, les ventes de vêtements restent nettement supérieures à ce qu'elles étaient un an plus tôt. Les ventes dans ce groupe de commerce ont connu certaines fluctuations dernièrement, les tendances saisonnières habituelles ayant peut-être été perturbées par l'arrivée tardive de l'hiver dans la plupart des régions du Canada.

Le groupe des produits alimentaires affiche sa plus forte hausse en près de deux ans

Le secteur des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac a été dominé par la progression des ventes de produits alimentaires (+2,7 %), alors que les ventes d'alcool et de tabac ont peu varié (-0,2 %).

La hausse observée dans le groupe des produits alimentaires est la plus importante depuis septembre 2005 et fait suite à plusieurs mois de baisses, après le sommet atteint en août 2006.

La forte diminution des ventes de bois d'oeuvre freine le secteur des matériaux de construction

La forte baisse des ventes de bois d'oeuvre et de menuiseries a constitué le principal facteur à l'origine du fléchissement de 2,2 % enregistré par le secteur des matériaux de construction, qui a cédé ainsi presque tout le terrain gagné en janvier.

Le recul (-8,6 %) du groupe du bois d'oeuvre et des menuiseries est survenu après une hausse substantielle (+11,8 %) inscrite en janvier, lorsque le temps plus doux qu'à la normale avait temporairement stimulé les ventes. Avant la forte baisse observée en février, les ventes de bois d'oeuvre et de menuiseries avaient amorcé une légère reprise à la suite du creux inégalé en deux ans et demi atteint en juillet dernier. En effet, ce groupe avait affiché cinq hausses mensuelles au cours des six mois subséquents. La chute enregistrée en février coïncide également avec une forte baisse (-14,1 %) des exportations de bois d'oeuvre qui, elles aussi, s'étaient quelque peu redressées ces derniers temps. Environ 30 % du bois d'oeuvre et des menuiseries vendus par les grossistes sont exportés.

Toujours dans ce secteur, les ventes du groupe des produits métalliques ont également fléchi (-3,9 %), alors qu'elles avaient considérablement augmenté récemment en décembre. Les ventes de ce groupe de

commerce suivent une tendance à la hausse depuis août 2005, le dynamisme des activités pétrolières et gazières en Alberta, combiné à un niveau d'activité sans précédent de la construction dans l'Ouest du pays, ayant continué de stimuler la demande de produits métalliques.

En février, seul le groupe des matériaux de construction a affiché une hausse (+0,4 %), la troisième observée au cours des quatre derniers mois. Les grossistes de matériaux de construction continuent de profiter des niveaux généralement élevés des activités de construction dans l'ensemble du pays.

Le Québec accapare la majeure partie de la croissance

C'est le Québec qui a le plus profité de la progression enregistrée en février, les ventes dans cette province ayant augmenté (+2,4 %) pour une troisième fois en quatre mois. Cette croissance a été largement attribuable à la progression des ventes de produits alimentaires et de produits pharmaceutiques.

Pour le reste, la croissance s'est surtout manifestée en Ontario (+0,7 %), où les grossistes ont tiré parti de la hausse des ventes de produits automobiles ainsi que d'articles ménagers et personnels. Bien que les ventes totales dans cette province aient généralement augmenté au cours des six derniers mois, les chiffres mensuels font état d'une certaine instabilité durant cette période, laquelle s'explique essentiellement par d'importantes fluctuations dans le secteur de l'automobile, qui est à l'origine du quart des ventes en Ontario.

Les grossistes hors des deux plus grandes provinces du Canada n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats en février. Dans les Prairies, les ventes globales sont restées inchangées en février. La hausse indiquée en Saskatchewan (+1,0 %) a été contrebalancée par la baisse observée au Manitoba (-1,9 %), alors que, en Alberta, les ventes ont peu varié (+0,1 %), après avoir fortement augmenté le mois précédent.

Par ailleurs, les ventes dans les provinces de l'Atlantique se sont contractées après avoir entamé l'année sous le signe de la vigueur, des baisses ayant été indiquées dans les quatre provinces en février.

Les stocks restent inchangés en février

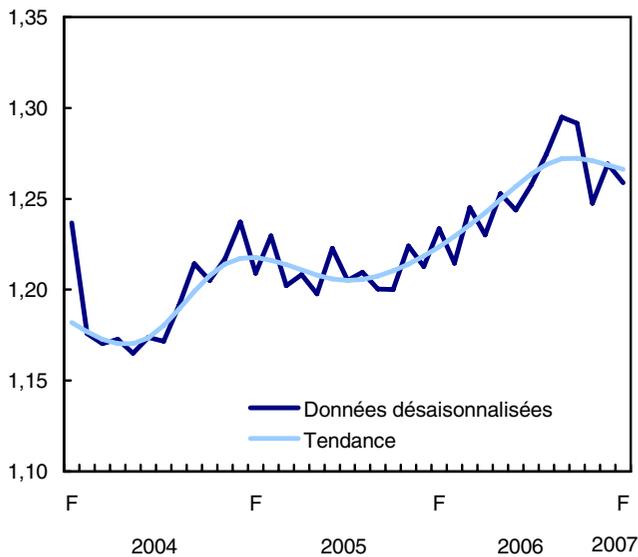
Après avoir grimpé de 1,1 % en janvier, les stocks des grossistes n'ont pas bougé en février. Bien que 11 des 15 groupes de commerce aient enregistré une diminution des stocks en février, ces baisses ont été complètement neutralisées par l'augmentation des

stocks de véhicules automobiles, de «produits divers», de produits pharmaceutiques, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques.

La progression des ventes, conjuguée à la stabilité des stocks, a fait légèrement diminué le ratio des stocks aux ventes, qui est passé de 1,27 à 1,26 en février. Ce ratio mesure le délai nécessaire (en mois) pour épuiser les stocks au rythme actuel des ventes.

Après avoir connu une période de croissance constante entre novembre 2005 et le sommet récent d'octobre dernier, le ratio des stocks aux ventes a légèrement fléchi au cours des quatre derniers mois, la plupart des groupes de commerce ayant reculé à ce chapitre durant cette période.

Diminution du ratio des stocks aux ventes



Données stockées dans CANSIM : tableaux 081-0007 à 081-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2401.

Le numéro de février 2007 de la publication *Commerce de gros* (63-008-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Les estimations du commerce de gros pour mars seront diffusées le 17 mai.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (grossistesinfo@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Atkins au 613-951-0291 (marc.atkins@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

□

Stocks de commerce de gros et ratio de stocks aux ventes

	Février 2006	Novembre 2006 ^r	Décembre 2006 ^r	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p	Janvier à février 2007	Février 2006 à février 2007	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p
	Stocks de commerce de gros					Ratio de stocks aux ventes			
	Données désaisonnalisées								
	en millions de dollars					variation en %			
Stocks	50 064	53 822	53 613	54 179	54 165	0,0	8,2	1,27	1,26
Produits agricoles	168	200	184	182	176	-3,3	4,4	0,39	0,38
Produits alimentaires	4 225	4 326	4 281	4 302	4 274	-0,6	1,2	0,62	0,60
Alcool et tabac	284	271	281	305	282	-7,5	-0,9	0,50	0,46
Habillement	1 593	1 659	1 724	1 686	1 664	-1,3	4,5	2,04	2,11
Articles ménagers et personnels	3 735	3 887	3 871	3 975	3 890	-2,1	4,1	1,52	1,40
Produits pharmaceutiques	3 119	3 222	3 125	3 144	3 179	1,1	1,9	1,16	1,12
Véhicules automobiles	4 762	5 164	5 057	5 214	5 392	3,4	13,2	0,81	0,82
Pièces et accessoires de véhicules automobiles	3 232	3 297	3 296	3 384	3 373	-0,3	4,4	2,19	2,17
Matériaux de construction	5 508	5 752	5 820	5 816	5 781	-0,6	5,0	1,59	1,58
Produits métalliques	2 350	3 059	3 065	3 003	2 974	-1,0	26,6	2,16	2,23
Bois d'oeuvre et menuiseries	1 057	1 119	1 169	1 202	1 183	-1,5	11,9	1,03	1,10
Machines et fournitures	9 943	11 564	11 469	11 596	11 546	-0,4	16,1	2,75	2,81
Ordinateurs et autres appareils électroniques	1 514	1 590	1 623	1 633	1 686	3,2	11,4	0,60	0,60
Machines de bureau et d'usage professionnel	2 481	2 677	2 692	2 648	2 597	-1,9	4,7	1,33	1,30
Produits divers	6 093	6 033	5 956	6 090	6 167	1,3	1,2	1,13	1,16

^r révisé

^p provisoire

Ventes des grossistes

	Février 2006	Novembre 2006 ^r	Décembre 2006 ^r	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p	Janvier à février 2007	Février 2006 à février 2007
Données désaisonnalisées							
	en million de dollars					variation en %	
Total des ventes en gros	40 583	41 673	42 977	42 691	43 026	0,8	6,0
Produits agricoles	436	467	455	461	464	0,6	6,5
Produits alimentaires, tabac et alcool	7 398	7 653	7 540	7 529	7 712	2,4	4,2
Produits alimentaires	6 722	7 001	6 912	6 914	7 098	2,7	5,6
Alcool et tabac	676	652	627	614	613	-0,2	-9,3
Articles personnels et ménagers	5 724	6 202	6 465	6 168	6 414	4,0	12,0
Habillement	713	750	830	826	788	-4,7	10,4
Articles ménagers et personnels	2 402	2 805	2 822	2 620	2 783	6,2	15,8
Produits pharmaceutiques	2 609	2 647	2 813	2 722	2 843	4,5	9,0
Produits automobiles	7 944	7 686	8 303	7 985	8 137	1,9	2,4
Véhicules automobiles	6 404	6 117	6 768	6 440	6 586	2,3	2,8
Pièces et accessoires de véhicules automobiles	1 540	1 568	1 535	1 546	1 551	0,4	0,7
Matériaux de construction	5 864	5 897	6 054	6 213	6 074	-2,2	3,6
Matériaux de construction	3 543	3 620	3 617	3 651	3 667	0,4	3,5
Produits métalliques	1 167	1 248	1 389	1 390	1 336	-3,9	14,4
Bois d'oeuvre et menuiseries	1 153	1 029	1 048	1 172	1 071	-8,6	-7,1
Machines et fournitures électroniques	8 509	8 831	8 867	8 927	8 897	-0,3	4,6
Machines et fournitures	4 068	4 145	4 216	4 216	4 104	-2,7	0,9
Ordinateurs et autres appareils électroniques	2 487	2 653	2 662	2 719	2 794	2,7	12,4
Machines de bureau et d'usage professionnel	1 954	2 033	1 990	1 992	1 999	0,4	2,3
Produits divers	4 708	4 938	5 293	5 408	5 329	-1,5	13,2
Total, sans les produits automobiles	32 639	33 988	34 674	34 705	34 889	0,5	6,9
Ventes, provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	225	242	262	248	241	-3,1	7,2
Île-du-Prince-Édouard	37	38	40	42	40	-4,3	9,1
Nouvelle-Écosse	525	532	524	574	559	-2,6	6,5
Nouveau-Brunswick	399	419	421	438	435	-0,6	9,1
Québec	7 610	7 920	8 053	7 871	8 063	2,4	6,0
Ontario	20 536	20 892	21 916	21 424	21 584	0,7	5,1
Manitoba	963	1 010	1 028	1 065	1 045	-1,9	8,5
Saskatchewan	1 061	1 190	1 263	1 268	1 281	1,0	20,7
Alberta	5 043	5 259	5 179	5 391	5 398	0,1	7,0
Colombie-Britannique	4 157	4 143	4 260	4 327	4 343	0,4	4,5
Yukon	9	7	10	14	13	-6,3	41,7
Territoires du Nord-Ouest	17	19	20	25	21	-14,9	27,6
Nunavut	1	1	2	2	3	76,4	151,2

^r révisé

^p provisoire

Voyages entre le Canada et les autres pays Février 2007

Le nombre de voyages entre le Canada et les États-Unis a diminué dans les deux directions en février, possiblement en raison de la nouvelle réglementation, entrée en vigueur le 23 janvier, qui exige que les voyageurs entrant aux États-Unis par voie aérienne aient un passeport.

Cependant, le nombre de voyages avec nuitées en avion en provenance des États-Unis vers le Canada a progressé de 2,7 % pour se situer à 312 000, et ce, après avoir atteint le plus bas niveau enregistré en trois ans en janvier. Malgré cette augmentation, cette donnée était 2,5 % inférieure à la moyenne mensuelle observée au cours des 12 derniers mois. (À moins d'avis contraire, les données mensuelles sont désaisonnalisées.)

Le nombre de voyages avec nuitées en automobile en provenance des États-Unis a diminué de 6,0 % pour se situer à 629 000 en février, soit le niveau le plus bas inscrit en 22 ans.

Dans l'ensemble, les résidents des États-Unis ont effectué 1,1 million de voyages avec nuitées au Canada en février, en baisse de 3,5 % par rapport au mois précédent. Il s'agit du plus bas niveau enregistré depuis le sommet de la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en mai 2003.

Les voyages de même jour en automobile en provenance des États-Unis n'ont pas fait mieux. Ceux-ci ont diminué de 5,9 % pour se situer à 902 000 en février, soit le niveau le plus bas enregistré depuis le début de la collecte des données en 1972.

La baisse était encore plus importante pour les résidents du Canada voyageant aux États-Unis. Les Canadiens ont effectué 1,3 million de voyages avec nuitées au sud de la frontière en février, en baisse de 7,9 % par rapport au mois précédent.

Le nombre de voyages d'une nuit ou plus en avion par des Canadiens aux États-Unis a diminué pour atteindre 463 000, en baisse de 4,3 % par rapport au sommet atteint en janvier. Il s'agissait du plus bas niveau enregistré depuis juillet.

Les Canadiens ont effectué 753 000 voyages avec nuitées en automobile aux États-Unis en février, en baisse de 10,3 % par rapport au sommet de 11 ans observé en janvier.

Les voyages de même jour en automobile aux États-Unis ont chuté de 6,9 % pour se situer à 1,8 million de voyages, soit le niveau le plus bas noté en plus de deux ans.

Ces données généralement plus faibles pourraient être attribuables à la nouvelle réglementation portant

sur la nécessité d'avoir un passeport pour entrer aux États-Unis en avion. La couverture exhaustive des médias autant au Canada qu'aux États-Unis aurait possiblement créé de la confusion, décourageant ainsi tous les voyageurs de traverser la frontière, non seulement ceux voyageant par avion.

La baisse du nombre de voyages des Canadiens aux États-Unis enregistrée en février était également amplifiée par les données relativement élevées inscrites en janvier. Les Canadiens n'ayant pas de passeport ont possiblement devancé leurs voyages aux États-Unis avant l'entrée en vigueur de cette nouvelle réglementation.

Le nombre de voyages en provenance de pays autres que les États-Unis a légèrement augmenté pour se situer à 390 000 en février, à la suite de hausses du nombre de voyages de 9 des 12 marchés d'outre-mer les plus importants pour le Canada. Les résidents du Royaume-Uni, le marché d'outre-mer le plus important pour le Canada, ont effectué 75 000 voyages au Canada, en hausse de 1,2 % par rapport au mois précédent. Parmi les 12 marchés les plus importants, les voyages en provenance de la Chine ont enregistré le plus gros accroissement (+6,4 %), tandis que les voyages en provenance de Hong-Kong ont chuté de 14,8 %.

Par ailleurs, les résidents canadiens ont effectué 593 000 voyages vers des destinations autres que les États-Unis en février, en baisse de 2,1 % par rapport au sommet atteint en janvier.

Nota : Les données désaisonnalisées ont été révisées à partir de janvier 2004.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 427-0001 à 427-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5005.

Le numéro de février 2007 de la publication *Voyages internationaux, renseignements préliminaires*, vol. 23, n° 2 (66-001-PIF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9169 ou composez sans frais le 1-800-307-3382; télécopieur : 613-951-2909 (cult.tourstats@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Desjardins au 613-951-1781 (eric.desjardins@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. □

Voyages entre le Canada et les autres pays

	Janvier 2007 ^r	Février 2007 ^p	Janvier à février 2007	Février 2007	Février 2006 à février 2007
	Données désaisonnalisées			Données non désaisonnalisées	
	en milliers		variation en % ¹	en milliers	variation en % ¹
Voyages des Canadiens à l'étranger²	4 005	3 742	-6,6	3 175	0,1
Vers les États-Unis	3 400	3 149	-7,4	2 461	-2,4
Vers les autres pays	605	593	-2,1	713	9,5
Voyages de même jour en automobile aux États-Unis	1 927	1 795	-6,9	1 443	-4,5
Total des voyages d'une nuit ou plus	2 022	1 898	-6,2	1 683	4,9
États-Unis ³	1 417	1 305	-7,9	969	1,8
Automobile	840	753	-10,3	417	1,6
Avion	483	463	-4,3	514	3,1
Autre moyen de transport	94	89	-5,7	39	-11,0
Autres pays ⁴	605	593	-2,1	713	9,5
Voyages au Canada²	2 550	2 450	-3,9	1 543	-15,5
En provenance des États-Unis	2 162	2 060	-4,7	1 322	-18,4
En provenance des autres pays	387	390	0,6	221	7,5
Voyages de même jour en automobile des États-Unis	959	902	-5,9	696	-25,1
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 488	1 451	-2,5	805	-3,6
États-Unis ³	1 109	1 070	-3,5	587	-7,2
Automobile	669	629	-6,0	346	-9,3
Avion	304	312	2,7	205	-1,6
Autre moyen de transport	136	129	-5,0	36	-15,7
Autres pays ⁴	379	381	0,6	218	7,7
Voyages au Canada : principaux marchés d'outre-mer, par pays d'origine⁵					
Royaume-Uni	74	75	1,2	48	8,3
France	32	32	1,0	24	6,7
Japon	31	32	3,5	19	-11,1
Allemagne	28	28	0,5	13	6,6
Mexique	21	22	3,2	10	27,4
Corée du Sud	18	18	-0,7	11	5,0
Australie	17	17	0,3	9	7,3
Chine	12	13	6,4	7	20,8
Pays-Bas	11	11	1,3	5	15,6
Inde	9	9	-0,3	4	12,3
Italie	9	9	1,1	3	18,8
Hong-Kong	10	9	-14,8	8	48,9

^r révisé

^p provisoire

1. La variation en pourcentage est calculée à partir des données non arrondies.
2. Les totaux dépassent la somme des données sur les voyages de même jour en automobile et le total des voyages d'une nuit ou plus parce qu'ils comprennent l'ensemble des voyages de même jour.
3. Les estimations pour les États-Unis comprennent les entrées par automobile et par autobus et des estimations pour les arrivées par avion, par train, par bateau et par d'autres moyens.
4. Les données pour les autres pays n'excluent que les entrées du même jour par voie terrestre via les États-Unis.
5. Comprend les voyages de même jour et les voyages d'une nuit ou plus.

Conditions économiques actuelles

La production et l'emploi étaient toujours en progression au début de la nouvelle année, bien que le passage de chaleurs record à des températures sous la normale après la mi-janvier ait nuï à toute interprétation des variations mensuelles.

En mars, l'emploi a crû de 0,3 %, marquant sa plus forte avance trimestrielle (+1 %) en plus de quatre ans. Toutefois, le nombre d'heures travaillées au cours du premier trimestre n'a augmenté que de 0,3 %. L'emploi à temps partiel s'en est mieux tiré que l'emploi à temps

plein, au rebours de la tendance observée en 2006. C'est en partie l'effet d'une importante progression de l'emploi chez les jeunes, qui ont eu une forte préférence pour l'emploi à temps partiel.

En janvier, les voyages d'emplètes transfrontalières d'Américains au Canada ont accusé une baisse de 12 %, glissant sous la barre de 1 million pour la première fois depuis 1972. Les voyages de même jour par automobile d'Américains au Canada diminuent constamment depuis la période où ils s'établissaient à 2 millions environ, c'est-à-dire l'époque où le dollar canadien entamait son ascension il y a quatre ans.

Presque toute la diminution observée en janvier a eu lieu en Ontario, qui avait été affligé par des intempéries. La diminution du nombre de voyageurs au Canada est venue amortir les ventes au détail et les services liés aux voyages, notamment les jeux de hasard (qui dépendent largement des déplacements transfrontaliers d'Américains).

Les projets d'investissement des entreprises ont crû davantage en 2007 dans les provinces centrales, après avoir ralenti la croissance des provinces de l'Ouest en 2006. (L'investissement des entreprises est définie comme le total des investissements non résidentiels moins les administrations publiques, la santé et l'éducation.) Cela reflète en grande partie l'effet d'une forte progression des services publics, d'une reprise de l'activité de la fabrication au centre du pays ainsi que d'une baisse de régime du secteur pétrolier et gazier dans l'Ouest canadien. L'investissement dans les provinces de l'Atlantique continue d'augmenter à un rythme de seulement 2 % par an.

Le Québec a prédominé pour les projets d'investissement des entrepreneurs (+8 %), après être resté en deçà de la moyenne nationale pendant quatre ans. Les mines ont frayé la voie, ayant affiché une majoration de 50 % (0,4 milliard de dollars) de leurs dépenses projetées en raison de leur vif intérêt pour les métaux dans le Nord. Les fabricants prévoient augmenter de 7 % leurs projets d'investissement par des hausses d'investissement dans les industries des ressources. En revanche, les industries de la transformation alimentaire, du textile et du vêtement prévoient réduire encore plus leurs dépenses en immobilisations. Enfin, on constate des hausses pour l'immobilier commercial, les transports et le commerce de gros dans le secteur des services.

En Ontario, les entrepreneurs prévoient dépenser 6 % de plus, soit un peu moins que l'année précédente. Les services d'électricité (ce qui comprend l'énergie éolienne) sont à l'origine une fois de plus de près de la moitié de cette croissance. Pour la plupart, les fabricants entendent dépenser davantage, si on met à part l'industrie de l'automobile, qui a déjà abondamment investi en 2006. La majorité des exploitants de services envisagent aussi des hausses de dépenses d'investissement, plus particulièrement les transporteurs, les détaillants et les services financiers.

Après avoir connu une croissance d'au moins 10 % en 2006, le taux de progression des investissements est tombé à moins de 5 % tant en Alberta qu'en Colombie-Britannique. De fortes baisses dans le pétrole et le gaz classiques (dans le gaz en particulier) expliquent l'essentiel de ce ralentissement. En Alberta, on observe en contrepartie une accélération des

dépenses dans les sables bitumineux (ce qui devait garder en hausse les dépenses totales dans le secteur du pétrole et du gaz) ainsi que dans les services publics. En Colombie-Britannique, la croissance a été alimentée par les services publics et le secteur de la transformation des ressources. Les investissements dans les transports demeurent importants une fois de plus (après avoir augmenté de près de moitié en 2006). En Colombie-Britannique, les ports, les aéroports et les routes ont tous eu du mal à recevoir le flot grandissant de personnes et de marchandises en provenance de l'Asie en particulier.

Les projets d'investissement ont nettement diminué en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. Dans les trois cas, c'est le résultat de réductions dans le secteur du pétrole et du gaz (valeurs respectives de 14 %, 33 % et 57 %). Au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, les investissements ont crû rapidement, en majeure partie en raison d'une forte progression enregistrée dans les services publics et la fabrication.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1301, 1901, 2152, 2306, 2406 et 3701.

La version imprimée du numéro d'avril 2007 de *L'observateur économique canadien*, vol. 20, n° 4 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$) est maintenant en vente. Ce numéro comprend un sommaire des principaux événements économiques survenus en mars et renferme un article intitulé «Revue de fin d'année : la ruée vers l'Ouest». Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (oec@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. ■

Profil des exportateurs canadiens

1996 à 2005

Le nombre d'établissements canadiens qui exportent des marchandises a fléchi pour la première fois, selon la plus récente version du Registre des exportateurs. Bien que le nombre des exportateurs ait diminué, la valeur des exportations a augmenté entre 2004 et 2005.

Quelque 45 737 établissements ont exporté des marchandises en 2005, en baisse de 2,6 % par rapport à 2004. Cependant, le niveau était de 16 % plus élevé qu'en 1996, mais de seulement 3,1 % par rapport à 2000.

Ces établissements ont exporté des marchandises pour une valeur de 401,5 milliards de dollars en 2005, soit un accroissement de 5,7 % par rapport à 2004. Il s'agit de la valeur la plus élevée jamais enregistrée dans le registre et de la deuxième année consécutive au cours de laquelle on enregistre des hausses après les trois années de baisse observées à partir de 2001.

Le secteur de la fabrication explique dans l'ensemble plus de la moitié du recul du nombre des exportateurs. Cela ne représente cependant qu'une baisse de 2 % du nombre d'exportateurs dans le secteur de la fabrication. En dépit de ce repli, ce secteur a constitué 10 % de l'augmentation de la valeur des exportations.

Le commerce de gros est à l'origine de 21 % de la baisse du nombre d'exportateurs, tout en représentant 7 % de la hausse de la valeur des exportations. L'industrie de la finance et des assurances a représenté près du tiers de l'augmentation de la valeur des exportations, suivie de celle de l'extraction minière, pétrolière et gazière, qui est à l'origine de 17 % de l'augmentation des exportations en 2005.

L'Ontario a été à l'origine de 55 % de la baisse du nombre des exportateurs en 2005, suivi de la Colombie-Britannique (27 %) et du Québec (9 %). Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Saskatchewan et le Yukon ont affiché de légères hausses.

Du point de vue de la valeur, les exportateurs albertains ont contribué à 67 % de la hausse de la valeur des exportations, suivis de ceux du Québec (9 %), de l'Ontario (8 %) et de la Colombie-Britannique (7 %). Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest ont accusé de faibles baisses.

Les établissements qui exportent pour plus de 25 millions de dollars annuellement réalisent toujours la plus grande partie des exportations de

marchandises. Les 4 % d'établissements exportateurs les plus grands ont été à l'origine de 83 % du total de la valeur du commerce de marchandises en 2005.

Ceux qui exportent pour moins de 1 million de dollars par an constituaient 72 % de l'ensemble des établissements exportateurs, mais ne figuraient que pour 2 % de la valeur des exportations de marchandises.

Les établissements de moins de 50 employés représentaient 72 % des exportateurs, mais seulement 30 % de la valeur totale des exportations de marchandises. À l'inverse, 6 % seulement de l'ensemble des exportateurs employaient plus de 200 personnes, mais représentaient 43 % de toutes les exportations de marchandises.

Nota : Le Registre des exportateurs canadiens actuel contient les mêmes données agrégées principales que les versions précédentes. Ces données portent sur tous les établissements ayant exporté pour une valeur de plus de 30 000 \$ au cours d'au moins une des années entre 1996 et 2005 et sont classées par groupe sectoriel, par taille d'exportateur, par province ou territoire de résidence de l'exportateur, par destination de l'exportation et par taille de l'effectif (pour 2005 seulement). Cet ensemble de données complémentaires comprend les données de 2005 ainsi que les données révisées de 1996 à 2005. Les données de 1993 à 1995 sont offertes sur demande.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2201.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de nos produits ou services, communiquez avec Sharon Nevins au 613-951-9798 ou composez sans frais le 1-800-294-5583. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Phil Armstrong au 613-951-6755, Division du commerce international. □

Nombre d'exportateurs par groupe industriel¹

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Nombre d'exportateurs (établissements)									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 003	2 093	2 190	2 180	2 402	2 429	2 477	2 297	2 225	2 114
Extraction minière, de pétrole et de gaz	403	424	405	419	452	497	459	515	625	548
Services publics	52	57	56	59	68	61	64	54	69	62
Construction	810	876	894	1 023	1 076	1 126	1 143	1 122	1 207	1 203
Fabrication, total	17 780	18 694	19 242	19 806	20 389	20 610	21 150	21 526	22 055	21 475
Commerce de gros	9 438	9 876	9 845	10 037	10 117	10 242	10 285	10 384	10 410	10 200
Commerce de détail	1 607	1 584	1 737	2 046	2 123	2 241	2 395	2 119	2 126	2 105
Transport et entreposage	1 160	1 209	1 426	1 385	1 490	1 443	1 426	1 315	1 516	1 449
Industrie de l'information et industrie culturelle	506	525	535	538	569	558	525	537	565	529
Finance et assurances	856	897	930	946	994	1 018	952	954	990	1 090
Industries des services aux entreprises	2 456	2 741	2 818	2 931	3 114	3 206	3 275	3 350	3 456	3 507
Autres industries ²	955	1 031	1 043	1 147	1 198	1 264	1 245	1 257	1 411	1 455
Registre des exportateurs, total	38 026	40 007	41 121	42 517	43 992	44 695	45 396	45 430	46 655	45 737

1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

2. Incluent les industries de services comme les administrations publiques et les industries de service de l'éducation.

Fer et acier primaire

Février 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur le fer et l'acier primaire.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 303-0048 à 303-0051.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2116 et 2184.

Le numéro de février 2007 de la publication *Acier, produits tubulaires et fil d'acier* (41-019-XIF, gratuite) paraîtra sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, vol. 20, n° 4
Numéro au catalogue : 11-010-XPB (25 \$/243 \$).

L'Indice des prix à la consommation, mars 2007,
vol. 86, n° 3
Numéro au catalogue : 62-001-XWB
(gratuit).

L'Indice des prix à la consommation, mars 2007,
vol. 86, n° 3
Numéro au catalogue : 62-001-XPB (12 \$/111 \$).

**Voyages internationaux : renseignements
préliminaires**, février 2007, vol. 23, n° 2
Numéro au catalogue : 66-001-PIF
(gratuit).

**Opérations internationales du Canada en valeurs
mobilières**, vol. 73, n° 2
Numéro au catalogue : 67-002-XWF
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF,
-XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte
sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB
ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version
électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version
électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version
électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base
de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif (anglais) 11-010-1501-00000001



Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Heure d'été déclinée à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail et les services de transport urbain, soit le métro le plus fréquenté ou celui des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les télécommunications à court terme 10
- Aides en formes pécuniaires, septembre 1996 et les 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.